

AUX FINANCES PUBLIQUES : DES CHOIX POLITIQUES CONTRE L'INTÉRÊT DES CITOYEN.NES !

Les agent.es des finances publiques de Paris s'adressent à vous pour vous alerter sur l'état du service public

Aujourd'hui, à cause des suppressions d'emplois, vous risquez de trouver porte close ou de ne plus pouvoir déclarer ou régler vos impôts avec le moyen à votre convenance.

Aujourd'hui, à cause des suppressions d'emplois, les horaires d'ouvertures au public se restreignent.

Aujourd'hui, à cause des suppressions d'emplois, vous avez des difficultés à nous joindre par téléphone.

Aujourd'hui, à cause des suppressions d'emplois, vous êtes renvoyé.es sur un portail internet, sur des centres distants ou des plate-formes téléphoniques, parfois payantes, alors que vous avez besoin d'un service de proximité.

Demain, vous ne pourrez plus venir rencontrer un.e agent.e des finances publiques pendant les heures d'ouverture. Vous devrez prendre obligatoirement un rendez-vous pour toute démarche.

En 2019, la loi vous obligera à régler par voie dématérialisée tous les impôts (exit espèces, chèques, carte bancaire, TIP...) sinon vous encourez des pénalités.

Demain, vous devrez faire obligatoirement faire votre déclaration de revenus via internet, et ce quels que soient vos revenus. L'utilisation d'internet doit rester un choix pour l'usager. Seule la présence de services de proximité permet de fournir une écoute attentive aux demandes du public et de rendre un service efficace.

Depuis 2002, la Direction Générale des Finances Publiques a supprimé plus de 37 000 emplois ! 1 300 en huit ans à Paris. Comment vous rendre un service efficace, de qualité et dans des délais convenables dans ces conditions ? Cela ne correspond pas à notre vision de ce que doit être une administration de qualité.

Le service qui vous est rendu est en danger à cause des politiques d'austérité dans toute la Fonction Publique. Alors que la fraude fiscale est estimée à 80 milliards d'euros par an et que les gouvernements successifs n'ont cessé d'affirmer que la combattre était une priorité, ils ont tous supprimé des emplois budgétairement et socialement utiles dans l'administration fiscale.

Recouvrer l'impôt est entièrement légitime, moins de rentrées d'argent dans les caisses de l'État, c'est moins de services publics pour tous les usagers (écoles, hôpitaux, crèches, ...).

Les agent.es des Finances Publiques veulent conserver un service public des Finances de proximité et de qualité qui garantit l'égalité de traitement et l'égalité des droits de tous les citoyens !